

Etats-Unis, excepté sur le principe que j'ai indiqué, il sent qu'il est de son devoir de l'accepter dans l'intérêt du pays.

Peu nous importe que l'honorable ministre reste au pouvoir trois, quatre, cinq ou six ans de plus ; mais nous avons à cœur que la politique que nous avons inaugurée, et que nous croyons être la seule capable de soulager le peuple, devienne la loi du pays.

Maintenant, il est ridicule de parler de négociations interrompues ; il n'y a pas de négociations à interrompre, il n'y en a pas eu, et il n'y en aura pas, quant à ce qui se rapporte à la politique commerciale, à moins que l'honorable monsieur ne soit disposé à accepter la politique préconisée par l'opposition.

Quoi qu'il arrive, j'affirme que le pays a, dans tous les cas, le droit de savoir ce que ces messieurs se proposent de faire sur cette question. Notre position est assez claire, elle a été trois fois définie et trois fois établie par le vote de cette chambre. L'honorable monsieur la connaît, le chef de l'opposition lui en a donné l'assurance et elle est aujourd'hui ce qu'elle a été, mais où est le gouvernement ? Est-il avec mon honorable ami le président du conseil ? Est-il déterminé à ne pas avoir de réciprocité ?

Est-il prêt à déclarer que la réciprocité dans les produits naturels est le plus grand malheur qui puisse frapper les cultivateurs du Canada ? Est-il avec le secrétaire d'Etat, qui déclare être disposé à tout concéder pour obtenir l'abrogation du tarif-McKinley ? Est-il avec le premier ministre, qui offre d'échanger le charbon en franchise, ou avec le ministre de la marine, qui dit que rien de tel n'arrivera, que le premier ministre le veuille ou non ?

Est-il avec sir Charles Tupper, qui avoue avoir voulu faire une offre de réciprocité absolue à M. Bayard, il n'y a pas plus de quatre ans, et qui n'a pas pu, bien que ministre des finances, se décider à combattre dans cette chambre la proposition que j'ai soumise en 1888 ? Enfin, où est-il ? J'ai encore ceci à dire au gouvernement. S'il désire réellement la réciprocité dans les produits naturels seuls ; si c'est là sa politique, et s'il n'est pas disposé à y comprendre les produits manufacturés, pourquoi a-t-il envoyé une ambassade à Washington ?

M. Blaine a déclaré péremptoirement que le présent gouvernement des Etats-Unis n'écouterait pas, et n'a pas la plus petite intention d'écouter une proposition de réciprocité dans les produits naturels seulement. Le sénateur Carlisle qui, le premier ministre le sait, est un chef éminent du parti démocratique qui contrôle aujourd'hui la chambre des représentants, a ajouté, par sa propre déclaration, plus de force à celle faite par M. Blaine.

A ce sujet M. l'Orateur, si le temps me permettait de faire des citations, j'ai le témoignage du premier ministre lui-même, qui annonça, il y a plusieurs années, que nous n'avions aucune chance, aucune espérance de négocier un traité de réciprocité avec les Etats-Unis, pour les produits naturels. Je répète que si les honorables ministres sont prêts à ajouter les produits manufacturés, si cela fait partie de leur politique—et sans cela, il est complètement inutile qu'ils aillent à Washington pour discuter les relations commerciales—alors, M. l'Orateur, comment osent-ils nous attaquer, nous qui, les premiers, voyant et connaissant la nécessité de la chose, avons eu le courage de nos convictions et avons dit au peuple du Canada que, s'il voulait la réciprocité avec les Etats-Unis, il devait

nécessairement comprendre tous les produits manufacturés américains ? Si, dans le moment, les honorables députés de la droite se trouvent dans une position difficile, s'ils constatent que le gouvernement américain a un profond dégoût pour leurs propositions, s'ils constatent que ces propositions provoquent le dégoût chez leurs partisans eux-mêmes, qui donc ont-ils à blâmer, quand, parmi eux, il s'en trouve à peine deux qui émettent les mêmes vues sur cette importante question ? Je veux que la chambre étudie la situation. Il est ridicule de penser que, dans la situation actuelle, nous allons nous croiser les bras ; il est parfaitement ridicule de penser que nous serons capables de rester dans la position où nous nous trouvons dans le moment. Il est certain qu'il arrivera ceci : ou vous aurez le libre-échange avec les Etats-Unis, vous aurez le libre-échange sur tout le continent, ou, d'un autre côté, ce qui a été prédit par sir Charles Tupper arrivera très probablement, et vous aurez, tôt ou tard, sous une forme ou sous une autre, une suspension complète des relations commerciales entre ce pays et les Etats-Unis. Nous savons très bien à quelles conditions le peuple de ce pays obtiendra le premier grand bienfait et nous avons le droit, je crois, de demander un "oui" ou un "non," purement et simplement. C'est tout ce que nous demandons relativement à la politique du gouvernement canadien sur cette question. Il ne peut y avoir aucun doute—la chose est claire pour tout homme qui l'a étudiée—nul ne le sait mieux que le premier ministre lui-même—il ne peut y avoir aucun doute que si vous voulez obtenir des relations commerciales libres avec les Etats-Unis, il vous faut être prêts à admettre en franchise leurs articles manufacturés. À moins que vous ne soyez disposés à faire cela, c'est presque une perte de temps, c'est exposer le Canada à l'humiliation et la honte que d'envoyer à Washington des messagers qui, on le sait d'avance, éprouveront un échec.

Les fabricants de ce pays—en tous cas, les fabricants protégés—savent cela tout aussi bien que nous, le gouvernement le sait, les partisans du gouvernement le savent, et c'est à nous qu'il appartient, il est de notre devoir, en chambre et dans la presse, devant le peuple et de toutes les manières possibles, de voir à ce que le peuple du Canada connaisse, à partir de ce jour, les véritables détails de la question ; de voir à ce qu'il sache quel est le moyen, et le seul moyen, d'obtenir la réciprocité avec les Etats-Unis, le moyen, et le seul moyen, de réprimer le tort excessif que fait à certaines parties du pays ce malencontreux tarif-McKinley dont a parlé l'honorable monsieur.

Les honorables députés n'ont, d'après moi, aucune raison de chercher des faux-fuyants sur cette question. Très certainement ils n'échapperont pas à la discussion dans cette chambre ; qu'ils l'aiment ou non, dès que l'occasion sera favorable, nous les forcerons à s'expliquer, à donner une définition quelconque, fût-elle négative, de leur attitude sur cette question. Certainement, la conduite qu'ils tiennent maintenant ne leur conciliera pas l'amitié des Etats-Unis ; elle ne leur gagnera pas, non plus, la confiance de leurs propres amis. Si la question était moins importante, s'il y avait en jeu quelque autre question moins grave, je dirais que l'attitude du gouvernement a été un simple sujet de ridicule ; mais, dans le moment, je dois dire que c'est pour moi un sujet de profond regret, c'est